

# NE SACRIFIEZ PAS LA SANTÉ À DOMICILE

► Signez la pétition en ligne sur :  
<http://lasanteadomicile.org/>



## Monsieur le Président de la République, Ne sacrifiez pas la santé à domicile

Nous, patients, sommes plus d'1,5 million à être pris en charge à notre domicile et à bénéficier de prestations de santé de qualité.

Nous, médecins, sommes 200 000 à faire confiance aux prestataires de santé à domicile (PSAD) pour traiter nos patients avec professionnalisme et en toute sécurité.

Nous, collaborateurs des 800 prestataires de santé à domicile et des 22 000 pharmacies d'officine, sommes 60 000 professionnels à mettre en œuvre les traitements et dispositifs médicaux sur le lieu de vie des patients.

Nous, citoyens, sommes attachés à la possibilité d'être soignés chez nous, avec nos repères, notre indépendance, notre intimité et nos proches à nos côtés.

Aujourd'hui, le Comité Economique des Produits de Santé (CEPS) cherche à imposer aux PSAD des baisses de prix insoutenables pour près de 200 millions d'euros. C'est tout un secteur d'activité, pourtant fortement créateur d'emplois qualifiés et non délocalisables qui serait ainsi asphyxié. Pire encore, c'est l'avenir de la prise en charge à domicile des patients qui est remis en cause, signant dès lors l'arrêt de mort du virage ambulatoire, pourtant porté par votre Gouvernement et souhaité par les français.

En effet, la prise en charge à domicile correspond à l'attente d'une grande majorité des Français, est un maillon essentiel de la chaîne de soins et un vecteur démontré d'économies pour le système de santé avec un coût jusqu'à 40% inférieur à celui d'une prise en charge en établissement de santé.

Les prestataires de santé à domicile sont conscients de la nécessité de faire des économies, ils souhaitent même y participer activement. Il faut toutefois que les efforts demandés soient proportionnés, soutenables et ne mettent pas en péril les acteurs en place, la qualité de la prise en charge des patients et les milliers d'emplois concernés sur tout le territoire.

Pour cela, nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, la suspension du projet et l'ouverture sans délai de réelles négociations avec les acteurs.